

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

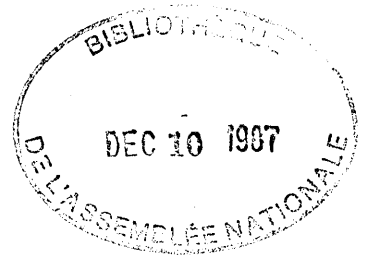
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 230
(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal

Présentation

**Présenté par
Madame Violette Trépanier
Député de Dorion**



**Éditeur officiel du Québec
1987**

Projet de loi 230

(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal

ATTENDU que la Ville de Montréal a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959-1960, soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102) est modifiée par l'addition, après l'article 177, de l'article suivant:

« **178.** La Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ne s'applique pas aux travaux d'entretien, de rénovation, de réparation et de modification exécutés par des employés salariés permanents embauchés directement par la ville. ».

2. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 450*a*, de ce qui suit:

« TITRE VII*b*

« REMBOURSEMENT DE CONTRIBUTIONS

« **450*b*.** Un électeur de la ville qui a versé une contribution en argent conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (1987, chapitre 57) peut obtenir du directeur des finances, au début de l'exercice fiscal suivant celui où cette contribution a été versée, un remboursement égal à 50% de cette contribution.

Le conseil peut, par règlement, déterminer les modalités de ce remboursement qui ne peut excéder la somme de 140 \$.».

3. L'article 612a de cette charte, édicté par l'article 7 du chapitre 76 des lois de 1972, modifié par l'article 62 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 17 du chapitre 40 des lois de 1980, par l'article 32 du chapitre 71 des lois de 1982, par l'article 7 du chapitre 117 des lois de 1986 et par l'article 29 du projet de loi 200 (1987), est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**612a.** Le conseil peut, par règlement, approuver un plan de construction ou de modification ou permettre l'occupation d'un ou de plusieurs bâtiments ou autres ouvrages au-dessous, au-dessus et sur des terrains dont la superficie est d'au moins 8000 m² pour un projet industriel, 4000 m² pour un projet commercial ou pour un projet mixte de commerce et d'habitation, ou d'industrie et d'habitation, ou d'industrie et de commerce ou des trois types d'occupation à la fois, et 2000 m² pour un projet d'habitation ou de commerce et d'habitation lorsque 80% de la superficie de plancher hors-sol est destinée à des fins d'habitation.».

4. L'article 628 de cette charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 40 des lois de 1980, est modifié:

1° en biffant, au paragraphe 1, les mots suivants: « , soit à la limite de leur territoire, soit à l'intérieur de celui-ci.».

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Les municipalités à qui la ville livre l'eau en mesurant leur consommation au moyen de compteurs paient à la ville le prix de l'eau dans les trente jours de la réception d'un compte indiquant la consommation relevée aux compteurs pour la période écoulée.».

3° par l'addition, après le paragraphe 7, du suivant:

«8. Une municipalité qui n'est pas déjà desservie par la ville peut conclure avec celle-ci une entente visant le raccordement de son réseau d'aqueduc à celui de la ville; cette entente n'est pas soumise aux exigences des articles 468 à 469.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) et stipule que le prix de la fourniture de l'eau à cette municipalité sera, en tout temps, le même que celui payé par les autres municipalités que la ville dessert.».

5. L'article 661.1 de cette charte est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« Aux fins du présent article et des articles 661.2 à 661.6, l'expression « parti autorisé » a le même sens que dans la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (1987, chapitre 57). ».

6. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 661.5, de l'article suivant:

« **661.6** Malgré toute loi générale ou spéciale, le directeur des finances détermine annuellement une allocation aux partis autorisés.

Cette allocation vise à rembourser les partis autorisés des frais réellement engagés et payés tels que définis dans la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2) à la section relative au financement public des partis politiques, à l'exclusion de ceux prévus aux articles 661.1 à 661.5 de la présente charte.

L'allocation se calcule en divisant entre ces partis, proportionnellement au pourcentage des votes valides obtenus par ces derniers à la dernière élection régulière, une somme égale au produit obtenu en multipliant le montant de 0,25 \$ par le nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale préparée en vue de cette élection.

L'allocation est versée, par le directeur des finances au représentant officiel du parti autorisé, à raison d'un douzième chaque mois, sur production par ce dernier, des pièces justificatives et d'un état en la forme prescrite par le directeur des finances.

À cet effet, le budget de la ville doit comprendre un crédit suffisant pour les fins de cette allocation. ».

7. L'article 733 de cette charte, remplacé par l'article 90 du chapitre 77 des lois de 1977, modifié par les articles 32 et 82 du chapitre 22 des lois de 1979, par l'article 37 du chapitre 40 des lois de 1980 et par l'article 54 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 10 par le suivant:

« 10. Le vérificateur a les mêmes devoirs et exerce les mêmes pouvoirs à l'égard des organismes, corporations ou personnes dont il est chargé par la charte ou par la ville d'effectuer la vérification, à l'égard d'une corporation ou société constituée en vertu du paragraphe 4° de l'article 528 et des articles 964*b*, 964*c*, 964*d* et 964*dd*. ».

8. L'article 803 de cette charte, modifié par l'article 12 du chapitre 65 des lois de 1966-1967, par l'article 9 du chapitre 91 des lois de 1969, par l'article 118 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 41 du chapitre 40 des lois de 1980 et par l'article 12 du chapitre 59 des lois

de 1983, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) Chaque appareil d'amusement, une taxe qui peut varier selon la nature de l'appareil; un appareil d'amusement comprend tout dispositif d'amusement ou jeu d'adresse;».

9. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 807*a*, de l'article suivant:

«**807*b***. Malgré le deuxième alinéa de l'article 257 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), l'exploitation de parcs de stationnement sur un immeuble mentionné à cet alinéa est assujettie à la taxe prévue au paragraphe *w* de l'article 803, dans la mesure où les espaces sont loués au public. ».

10. L'article 808 de cette charte, remplacé par l'article 60 du chapitre 71 des lois de 1982 et modifié par l'article 13 du chapitre 59 des lois de 1983, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**808.** 1. Le conseil peut, par règlement, imposer une taxe de l'eau et de services, régler son mode de paiement, l'époque à laquelle elle est exigible et la manière dont elle peut être imposée ou perçue.

2. La taxe de l'eau et de services peut être établie selon différentes catégories d'occupation, en fonction:

- a*) d'un taux fixe;
- b*) d'un taux établi selon la consommation;
- c*) d'un taux basé sur la valeur locative.

3. Le conseil peut exempter de la taxe de l'eau et de services une catégorie d'occupants. ».

11. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 846, des articles suivants:

«**846*a***. Lorsqu'une unité d'évaluation est inscrite au rôle d'évaluation au nom de plus de deux personnes, il suffit, pour satisfaire à l'article 81 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), d'expédier un avis d'évaluation et un compte de taxes foncières à la personne dont le nom y figure en premier lieu en y ajoutant les mots «et les autres».

«**846*b***. Malgré le paragraphe 2° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale, un immeuble ou une partie d'immeuble appartenant

à la Régie des installations olympiques et utilisé à d'autres fins que celles de l'exploitation du stade, du vélodrome, des piscines et de leurs services accessoires, est imposable. ».

12. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 964*d*, de l'article suivant:

« **964*dd*.** La ville est autorisée à demander la constitution d'une corporation sans but lucratif destinée à gérer et à exploiter un ou des centres de services touristiques. ».

13. L'article 964*e* de cette charte, édicté par l'article 45 du chapitre 40 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **964*e*.** Les corporations visées aux articles 964*c*, 964*d* et 964*dd* sont constituées en suivant la procédure décrite à l'article 964*b*. ».

14. L'article 964*f* de cette charte, édicté par l'article 45 du chapitre 40 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **964*f*.** Les corporations visées aux articles 964*c*, 964*d* et 964*dd* doivent, au plus tard le 31 mars de chaque année, faire au comité exécutif un rapport de leurs activités pour leur année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le comité exécutif peut prescrire. Il est déposé au conseil à la première assemblée qui suit le trentième jour de sa réception par le comité exécutif. ».

15. L'article 1079 de cette charte, remplacé par l'article 64 du chapitre 96 des lois de 1971 est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

« 3. Lorsque la vente est faite de gré à gré, le comité exécutif est autorisé à vendre tout immeuble dont le prix ne dépasse pas 25 000 \$; lorsque le prix dépasse 25 000 \$, la vente doit, en outre, être approuvée par le conseil. ».

16. Pour son exercice financier de 1988, la ville peut, par règlement, imposer et prélever une surtaxe dont le taux n'excède pas 0,10 \$ par cent dollars d'évaluation sur les immeubles dont la valeur imposable inscrite au rôle d'évaluation excède 200 000 \$ et qui sont classés dans les catégories I et II déterminées et définies par le règlement 1976-I de la Commission municipale du Québec adopté le 29 décembre 1976 et modifié par le règlement 1977-I de la Commission, adopté le 21 janvier 1977 en vertu de la Loi concernant le déficit olympique de la Ville de Montréal et modifiant la charte de la Ville de Montréal

(1976, chapitre 52). Cette surtaxe ne s'applique qu'au montant de la valeur imposable qui excède 200 000 \$.

La ville peut désigner les secteurs dans lesquels elle entend prélever cette surtaxe dans le cas des immeubles de la catégorie I.

Cette surtaxe est garantie par privilège sur ces immeubles et les propriétaires en sont personnellement responsables.

17. Les exigences de superficie prévues à l'article 612a ne s'appliquent pas dans le cas d'un projet devant être réalisé dans les territoires suivants:

a) le territoire délimité au nord par la rue Sherbrooke, à l'est par la rue de Bleury jusqu'au boulevard de Maisonneuve, le long du boulevard de Maisonneuve jusqu'à la rue Jeanne-Mance, la rue Jeanne-Mance jusqu'au boulevard Dorchester, le long du boulevard Dorchester jusqu'à la rue de Bleury, par la rue de Bleury jusqu'à la rue Saint-Antoine, au sud par la rue Saint-Antoine, à l'ouest par l'axe de la rue Stanley jusqu'à une ligne située à 45,72 m à l'arrière du boulevard Dorchester, le long de cette ligne jusqu'à la rue Peel, le long de la rue Peel jusqu'au boulevard Dorchester, par le boulevard Dorchester jusqu'à la rue Mansfield, par la rue Mansfield jusqu'à la rue Cathcart, par la rue Cathcart jusqu'à la rue University, par la rue University jusqu'à la rue Sherbrooke;

b) le territoire délimité au nord par le chemin Remembrance, la limite de la ville d'Outremont, le long de cette limite jusqu'à l'avenue du Parc, à l'est par l'avenue du Parc jusqu'à l'avenue des Pins, le long de l'avenue des Pins jusqu'à la rue University, au sud par la rue Sherbrooke, à l'ouest par la limite de la ville de Westmount;

c) le territoire délimité au nord par une ligne située à 45,72 m à l'arrière du côté nord du boulevard Dorchester jusqu'à la rue Stanley, par la rue Stanley jusqu'à la rue Saint-Antoine, par la rue Saint-Antoine jusqu'à la rue de Bleury, le long de la rue de Bleury jusqu'à l'avenue Viger, par l'avenue Viger jusqu'à la rue Saint-André, puis par la rue Saint-Antoine, à l'est par la rue de la Visitation jusqu'à la rue Notre-Dame, le long de la rue Notre-Dame, puis par le prolongement de l'axe de la rue Panet jusqu'au fleuve, au sud par la rue de la Commune jusqu'à la rue Berri, puis par le fleuve Saint-Laurent, à l'ouest par le canal de Lachine et par l'axe de la rue Guy.

Le présent article cesse d'avoir effet le 1^{er} janvier 1989.

18. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).